



Internet Publication of Geneva Justice Decisions

A case study

laurent.dami@justice.ge.ch



Agenda

- ◆ context presentation
- ◆ justice.ge.ch/jurisprudence : short tour
- ◆ technical information
- ◆ some lessons about Perl in the enterprise



Context presentation

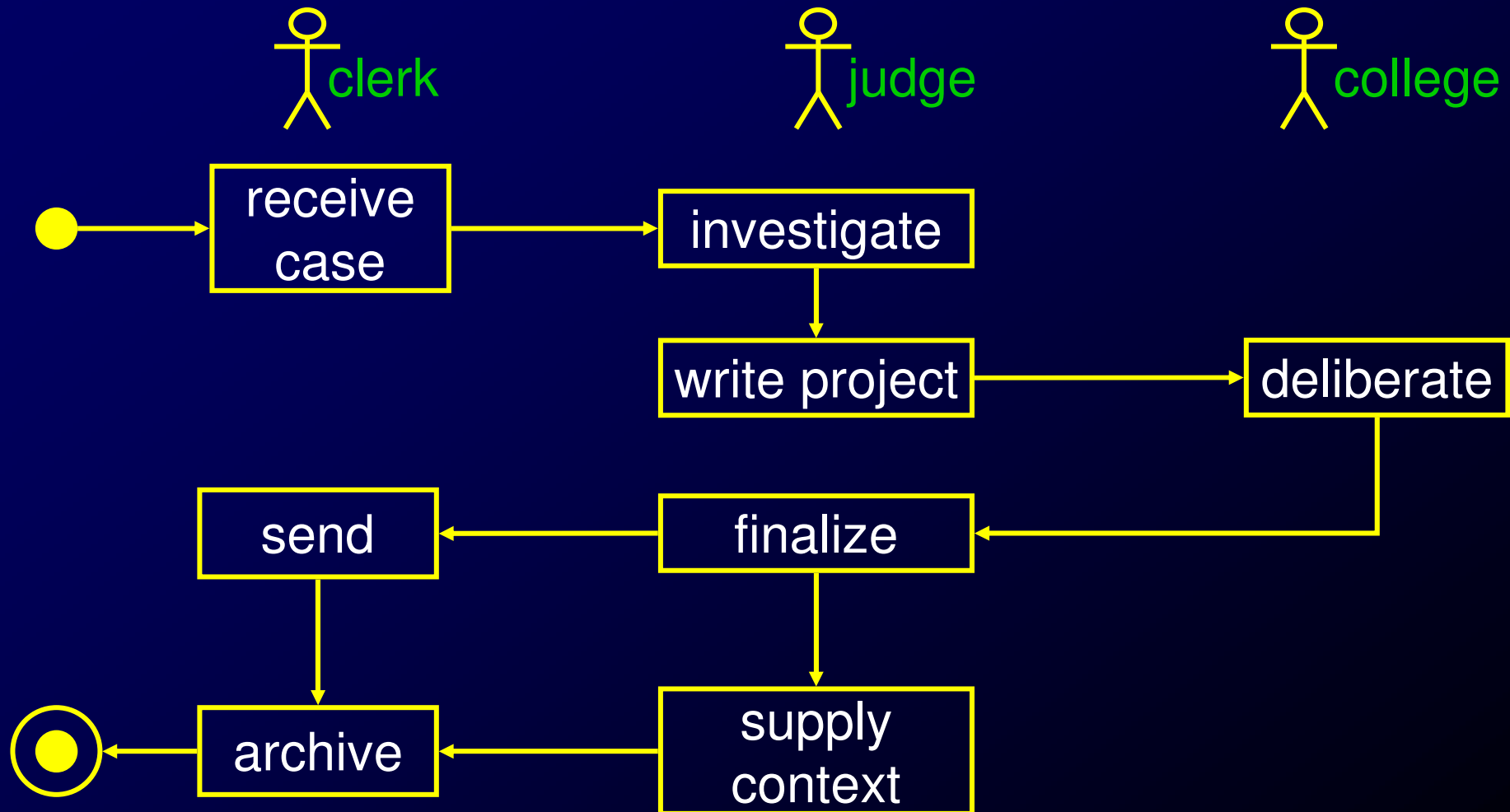


A justice decision

- ◆ is a **structured document**
 - header / facts / law / conclusion
 - may have a 2nd, **anonymous** version
- ◆ has a **unique identifier** (e.g. ACJC/123/2005)
- ◆ has a **context** (metadata)
 - date / names / topic / keywords / summary / etc.
- ◆ is archived into a **collection**
 - minutes du TA / CJC / TPI / etc.



Lifecycle





Electronic archive : requirements

- ◆ store document
 - multiple formats
 - fulltext indexing
- ◆ store metadata
 - structured fields
 - quick search (unstructured!)
- ◆ intelligent presentation
 - automatic hyperlinks
- ◆ offline / CDROM copies per collection



Some figures

- ◆ Intranet : 20 – 30 collections
 - Internet : only 2 collections for the moment

- ◆ 500 to 50000 decisions per collection
 - for about 10 years of data

- ◆ 2 – 50 pages per document



ATA/185/2005 du 05.04.2005 (IEA), PARTIELMNT ADMIS

A/2550/2004

Recours TF DROIT PUBLIC déposé le 23.05.2005, rendu le 23.05.2005, DROIT PUBLIC, [2P.144/2005](#)

Motifs: ANIM: Animaux (Décisions de l'Office Vétérinaire ...); DEC: Décision attaquée : 17 novembre 2004

Descripteurs: ANIMAL; CHIEN; DETENTION D'ANIMAUX

Normes: LChiens.14; LChiens.15; LChiens.9

Résumé: Refus d'autorisation d'importer un chien entrant dans les races dites d'attaques (American Pitbull Terrier) confirmé. La décision de l'OVC sera par contre annulée en tant qu'elle interdit à la recourante de faire élevage, commerce et courtage de chiens, une telle décision n'ayant actuellement aucun objet.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
POUVOIR JUDICIAIRE

A/2550/2004-IEA [ATA/185/2005](#)

ARRÊT

DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

du 5 avril 2005

dans la cause

Mme R_____

contre

OFFICE VÉTÉRINAIRE CANTONAL

EN FAIT

1. Mme R_____ est domiciliée à Genève. Le 14 décembre 2003, le vétérinaire de frontière a établi, à l'aéroport de Kloten, un passavant pour l'importation par Mme R_____ d'un chiot âgé de neuf semaines, de race American Staffordshire provenant de l'élevage de M. M_____ à Los Angeles aux États-Unis. Ce document a été réceptionné par l'office vétérinaire cantonal de Genève (ci-après : OVC) le 16 décembre 2003.

[En fait](#)
[En droit](#)
[Par ces motifs](#)



EN DROIT

1. Interjeté en temps utile devant la juridiction compétente, le recours est recevable (art. 56A de la loi sur l'organisation judiciaire du 22 novembre 1941 - LOJ - [E 2 05](#) ; art. 63 al. 1 litt. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - [E 5 10](#)).

2. Dans un arrêt récent ([ATA/121/2005](#) du 8 mars 2005), le tribunal de céans a admis la conformité au droit supérieur de la législation genevoise en matière de **chiens** dangereux soit la loi sur les conditions d'élevage, d'éducation et de détention des **chiens** du 1^{er} octobre 2003 (LEEDC – [M 3 45](#)) et le règlement d'application de la loi sur les conditions d'élevage, d'éducation et de détention des **chiens** (RALCEDC - M 3 45.01), entré en vigueur le 14 décembre 2004 et applicable aux procédures en cours. Ce dernier règlement a aboli le règlement sur les **chiens** dangereux du 27 juin 2001 (RCD – [M 3 50.05](#), [ATA/121/2005](#) du 8 mars 2005).

3. L'importation d'Ozzy n'est pas en cause.

4. Concernant le refus opposé par l'OVC à Mme R _____ d'importer un chien American Pitbull Terrier provenant de l'élevage Blue King Kennels, il faut relever qu'il est établi qu'un tel chien entre dans les races dites d'attaque au sens des articles 13 litt a LCEEDC et 17 alinéa 2 RALCEEDC précités.

En conséquence, les détenteurs d'un tel chien a une obligation d'annonce au sens de l'article 14 LCEEDC et leur acquisition à l'étranger est soumise à l'autorisation préalable du département de l'environnement et de l'agriculture auquel l'OVC est rattaché, ainsi que le prévoit l'article 15 alinéa 4 de la loi précitée. Selon l'article 15 alinéa 1, « les **chiens** appartenant à des races dites d'attaque ne peuvent être acquis qu'auprès d'un élevage affilié à un club cynologique suisse ou auprès d'un organisme de protection des animaux suisse, reconnu d'utilité publique ». Par référence à cette disposition, l'OVC, applique aux élevages à l'étranger les critères que doivent satisfaire les élevages en Suisse. Selon sa pratique, il prend ainsi en considération non pas seulement la pureté de la race de l'animal mais également les conditions dans lesquelles se sont déroulés les naissances et l'élevage des chiots. L'appartenance de l'élevage ou du club à une organisation faïtière n'est à cet égard pas suffisante, le système américain en l'occurrence, étant très différent des systèmes prévalant en Europe.

Comme les représentants de l'OVC l'ont déclaré, il résulte de la consultation du site internet de l'élevage Blue King Kennels que celui-ci fait partie d'une organisation faïtière aux Etats-Unis mais que les contrôles des chiots auxquels cet élevage procède sont ponctuels et non systématiques. Ils portent sur les infrastructures et non pas sur les éléments précités, qualifiés de déterminants par l'OVC.

De plus, la recourante qui avait indiqué lors de l'audience de comparution personnelle vouloir solliciter de cet éleveur un rapport complémentaire, n'a pas produit ce document de sorte qu'elle n'apporte aucun élément de nature à battre en brèche l'argumentation développée par l'OVC sur ce point.

En conséquence, l'OVC était fondé à refuser à Mme R _____ l'autorisation d'importer ce chiot, le but de cette mesure étant d'éviter qu'un chiot importé dans ces conditions doive ensuite être séquestré et placé.

5. Le fait que Mme R _____ ait déjà versé des avances pour ce chiot est irrelevant puisqu'elle l'a fait de son propre chef et qu'elle a effectué le premier versement avant même la naissance de l'animal.

6. Reste à déterminer si l'OVC pouvait dans cette même décision interdire à Mme R _____ de faire l'élevage, le commerce et le courtage de **chiens** au motif que celle-ci avait indiqué vouloir offrir le chiot à sa sœur pour permettre à Ozzy et au chiot en question de se promener ensemble, ce qui pouvait donner à penser que le chiot femelle aurait des portées, Mme R _____ l'ayant choisi dans cet élevage en raison de la pureté de la race. L'interdiction faite par l'OVC sanctionne une intention qu'avait Mme R _____, même si elle le conteste depuis, et une telle interdiction apparaît comme prématurée de sorte qu'elle sera annulée. Il n'en demeure pas moins que l'élevage de **chiens** dangereux, même à titre non professionnel, demeure soumis à autorisation. De même, la décision de procéder au séquestre de tout chien importé illégalement sera annulée. Une telle interdiction n'a actuellement pas d'objet. Il n'en demeure pas moins que Mme R _____ est ainsi prévenue des conséquences qu'elle encourrait si elle bravait l'interdiction d'importer qui lui est signifiée. En l'état cependant, ce séquestre, qui ne porte pas sur Ozzy, ne peut être maintenu.

S'agissant des cours que Mme R _____ doit suivre avec Ozzy, l'obligation qui lui en est faite sera en revanche confirmée en application de l'article 9 LCEEDC compte tenu du comportement qu'a eu l'animal lors de l'audition de Mme R _____ par l'OVC. De plus, et même si la recourante se dit prête à suivre ces cours, elle a



Short tour

<http://justice.geneve.ch/jurisprudence>



POUVOIR JUDICIAIRE - TRIBUNAUX

[Accueil](#) > [Jurisprudence](#)

Bienvenue sur les pages de la jurisprudence genevoise

La structure des pages de jurisprudence genevoise a changé en date du 6 février 2006.

Dans ce qui suit, le terme de *jurisprudence genevoise* désigne l'ensemble des décisions rendues par les autorités judiciaires genevoises de dernière instance.

La *jurisprudence publiée* comprend toutes les décisions qui ont fait l'objet d'une démarche explicite de mise à disposition du public, sur l'initiative du Pouvoir Judiciaire (PJ). La publication peut passer par plusieurs canaux (revues juridiques, site Internet, etc.). Le contenu de la publication n'est pas nécessairement identique au texte de la décision originale : ce texte peut être caviardé (suppression des informations permettant d'identifier les parties, en vue de protéger la sphère privée) ; il peut être résumé (publication de "fiches de jurisprudence") ; il peut également être enrichi (ajout de commentaires, mots-clés, résumés, etc.).

A contrario, la *jurisprudence non publiée* comprend toutes les décisions qui n'ont pas été mises explicitement à disposition du public ; celles-ci sont néanmoins accessibles auprès des juridictions concernées, [à la demande](#), selon les dispositions de la loi cantonale sur l'information du public et l'accès aux documents ([A 2 08](#) ; [LIPAD](#)).

Jurisprudence publiée sur ce site et outils associés

Collections d'arrêts et décisions publiés en texte intégral :

- les [arrêts du Tribunal administratif, du Tribunal des conflits et décisions des commissions](#)
- les [arrêts du Tribunal cantonal des assurances sociales](#)

Fiches de jurisprudence (fiches descriptives sans contenu intégral des décisions) :

- fiches de la [Juridiction des Baux et Loyers](#)
- fiches de la [Juridiction des Prud'hommes](#)

Outils annexes :

- [Recherche automatique d'une loi cantonale ou fédérale](#)
- [Table des abréviations de lois](#)

Autres sources de jurisprudence genevoise

- La **Cour de justice** publie actuellement sa jurisprudence dans la [Semaine judiciaire](#).

Accès direct à la
décision N°

[Pouvoir judiciaire](#)[Renseignements pratiques](#)[Guides et formulaires](#)[Jurisprudence genevoise](#)[Bibliothèque - archives](#)[Liens utiles](#)[Avocats et notaires](#)[Législation](#)[Plan du site](#)[Webmaster](#)[Rechercher](#)



Décision : Année ▼ Procédure : Année ▼ Résumé ☐

Contenant les mots: dans les [métadonnées](#)

et les mots: dans les [documents](#)

[Recherche avancée](#)

[Nouvelle recherche](#)

Chercher

Arrêts du Tribunal administratif, du Tribunal des conflits et décisions des commissions

Bienvenue sur ce site de jurisprudence genevoise. S'il s'agit de votre première visite nous vous recommandons de consulter les explications sur

- [le contenu de la collection](#)
- [l'utilisation du moteur de recherche](#)

Vous pouvez consulter directement les [décisions des deux derniers mois](#).



Décision : Année ▼ Procédure : Année ▼ Résumé ☐

Contenant les mots: dans les métadonnées

et les mots: dans les documents

[Recherche avancée](#)

[Nouvelle recherche](#)

Arrêts du Tribunal administratif, du Tribunal des conflits et décisions des commissions

Bienvenue sur ce site de jurisprudence genevoise. S'il s'agit de votre première visite nous vous recommandons de consulter les explications sur

- [le contenu de la collection](#)
- [l'utilisation du moteur de recherche](#)

Vous pouvez consulter directement les [décisions des deux derniers mois](#).

metadata search

fulltext search

Champs de métadonnées

Decision	N° de décision (ex. ATA/123/2005, ATAS/456/2004)
DateDecision	Date de la décision
Resultat	Résultat (ACCEPTE, REJETE, etc.)
DecisionsUlterieures	mention des recours au TF ou au TFA sur une décision genevoise
Procedure	N° de procédure (ex. A/1234/2004)
Nature	Code interne de classification de la nature juridique (ex. LAMAL, CRUNI, etc.)
Parties	Parties impliquées dans la procédure (si celles-ci sont publiques)
Motifs	Codes motifs
Resume	Résumé
Normes	Indexation par articles de loi
Descripteurs	Indexation par terminologie contrôlée (Thésaurus « Jurivoc » du Tribunal Fédéral, augmenté de certains termes propres au contexte genevois)



Décision : Année ▼ Procédure : Année ▼ Résumé ☒

[recherche simple](#)

Date de décision entre : et

Motifs :

Tri par: ▼

Normes (articles de loi) :

Résultats par: ▼

Descripteurs :

Contenant les mots: Resultat: admis dans les [métadonnées](#)

[Nouvelle recherche](#)

et les mots: NON (chiens OU chien) dangereux dans les [documents](#)

MAIS aucun des mots: dans les [métadonnées](#)

ni aucun des mots: dans les [documents](#)

Votre requête : [Resultat: admis] dans les métadonnées ET [NON (chiens OU chien) dangereux] dans les documents

18 enregistrement(s) trouvés

Affichage : 1 à 18 sur 18

[Pouvoir Judiciaire](#) > [Jurisprudence](#) > [Tribunal administratif](#)[Contenu](#) | [Utilisation](#)Décision : Année ▼ Procédure : Année ▼ Résumé ☐[Recherche avancée](#)Contenant les mots: [Qualité pour agir](#) dans les [métadonnées](#)[Nouvelle recherche](#)et les mots: dans les [documents](#)

Votre requête : [lipad] dans les métadonnées
9 enregistrement(s) trouvés
Affichage : 1 à 9 sur 9

[ATA/807/2005](#) du 29.11.2005 (CH), PARTIELMNT ADMIS

A/2499/2004

Recours TF DROIT PUBLIC déposé le 16.01.2006

Motifs: [LIPAD](#): Loi sur l'information aux publics et sur l'accès des données; DEC: Décision attaquée : 29 novembre 2004**Descripteurs:** INFORMATION; ACCES; QUALITE POUR AGIR; INTERET JURIDIQUE; INTERET ACTUEL; INTERET PUBLIC; RECEVABILITE; VOTATION; SECRET DE VOTE; EXAMEN PREJUDICIEL; DROIT D'AUTEUR**Normes:** [LIPAD](#).26; [LIPAD](#).27; LPA.65; LDA.9; LDA.10**Parties:** *SCHMOCKER Mathias, BRESSON Amand / CHANCELLERIE D'ETAT, HEWLETT-PACKARD (SUISSE) SARL***Résumé:** Demande d'accès au code source de l'application informatique d'un vote sur Internet.

La clause de confidentialité exigée par la chancellerie ne peut porter en l'espèce que sur les restriction prévues par la législation sur le droit d'auteur (diffusion et reproduction).

Refus confirmé concernant l'accès au contrat et au rapport d'audit contenant des informations protégées par le secret des affaires ou compromettant la sécurité du réseau informatique de l'Etat.

[ATA/621/2005](#) du 20.09.2005 (EPM), REJETE

A/1140/2005

Motifs: [LIPAD](#): Loi sur l'information aux publics et sur l'accès des données; DEC: Décision attaquée : 9 mars 2005**Descripteurs:** INFORMATION; ACCES; QUALITE POUR AGIR; PERSONNE MORALE; PROCEDURE ADMINISTRATIVE**Normes:** [LIPAD](#).26 al.2 litt.c**Parties:** *CORELA SA, BALEYDIER Bertrand et CORELA SA / HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE***Relations:** [ATA/48/2003](#) du 21 janvier 2003**Résumé:** [LIPAD](#) - Demande d'accès aux comptes d'un secteur des HUG par un centre médical et son médecin répondant. La qualité de personne morale de la requérante ne saurait motiver le rejet de la requête (revirement de jurisprudence). En revanche, il existe un intérêt public prépondérant à ce que le détail de la comptabilité des HUG ne soit pas communiqué, rejet de la demande.[ATA/162/2005](#) du 22.03.2005 (VG), ADMIS

A/1064/2004

Recours TF DROIT PUBLIC déposé le 17.05.2005, rendu le 17.05.2005, DROIT PUBLIC, [1P.301/2005](#)**Motifs:** [LIPAD](#): Loi sur l'information aux publics et sur l'accès des données; DEC: Décision attaquée : 16 avril 2004**Parties:** *PLURALITY PRESSE SA / CONSEIL ADMINISTRATIF DE LA VILLE DE GENEVE*[ATA/752/2004](#) du 28.09.2004 (TPE), ADMIS

A/170/2004

Décision : Année ▼ Procédure : Année ▼ Résumé ☐[Recherche avancée](#)Contenant les mots: lipad qualité pour agir dans les [métadonnées](#)[Nouvelle recherche](#)et les mots: code source dans les [documents](#)

Votre requête : [lipad qualité pour agir] dans les métadonnées ET [code source] dans les documents

1 enregistrement(s) trouvés

Affichage : 1 à 1 sur 1

ATA/807/2005 du 29.11.2005 (CH), PARTIELMNT ADMIS -- score: 17636**A/2499/2004****Recours TF DROIT PUBLIC** déposé le 16.01.2006**Motifs:** LIPAD: Loi sur l'information aux publics et sur l'accès des données; DEC: Décision attaquée : 29 novembre 2004**Descripteurs:** INFORMATION; ACCES; QUALITE POUR AGIR; INTERET JURIDIQUE; INTERET ACTUEL; INTERET PUBLIC; RECEVABILITE; VOTATION; SECRET DE VOTE; EXAMEN PREJUDICIEL; DROIT D'AUTEUR**Normes:** LIPAD.26; LIPAD.27; LPA.65; LDA.9; LDA.10**Parties:** SCHMOCKER Mathias, BRESSON Amand / CHANCELLERIE D'ETAT, HEWLETT-PACKARD (SUISSE) SARL**Résumé:** Demande d'accès au code source de l'application informatique d'un vote sur Internet.

La clause de confidentialité exigée par la chancellerie ne peut porter en l'espèce que sur les restriction prévues par la législation sur le droit d'auteur (diffusion et reproduction).

Refus confirmé concernant l'accès au contrat et au rapport d'audit contenant des informations protégées par le secret des affaires ou compromettant la sécurité du réseau

informatique de l'Etat.

Extraits: ...ncelier), lui demandant l'accès au code source de l'application informatique du v... / ... quatre personnes au total. 3. Le code source constitue un ensemble d'instructio... / ...llerie dans le but de consulter le code source du e-voting. A cette occasion, la ... / ...és, Acceptons de consulter le code source relatif au logiciel de vote élect... / ... reproduction ou à la diffusion du code source, sous quelque forme que ce soit. ...

Affichage : 1 à 1 sur 1



Technical information



Which kind of solution ?

◆ Electronic Doc. Management System

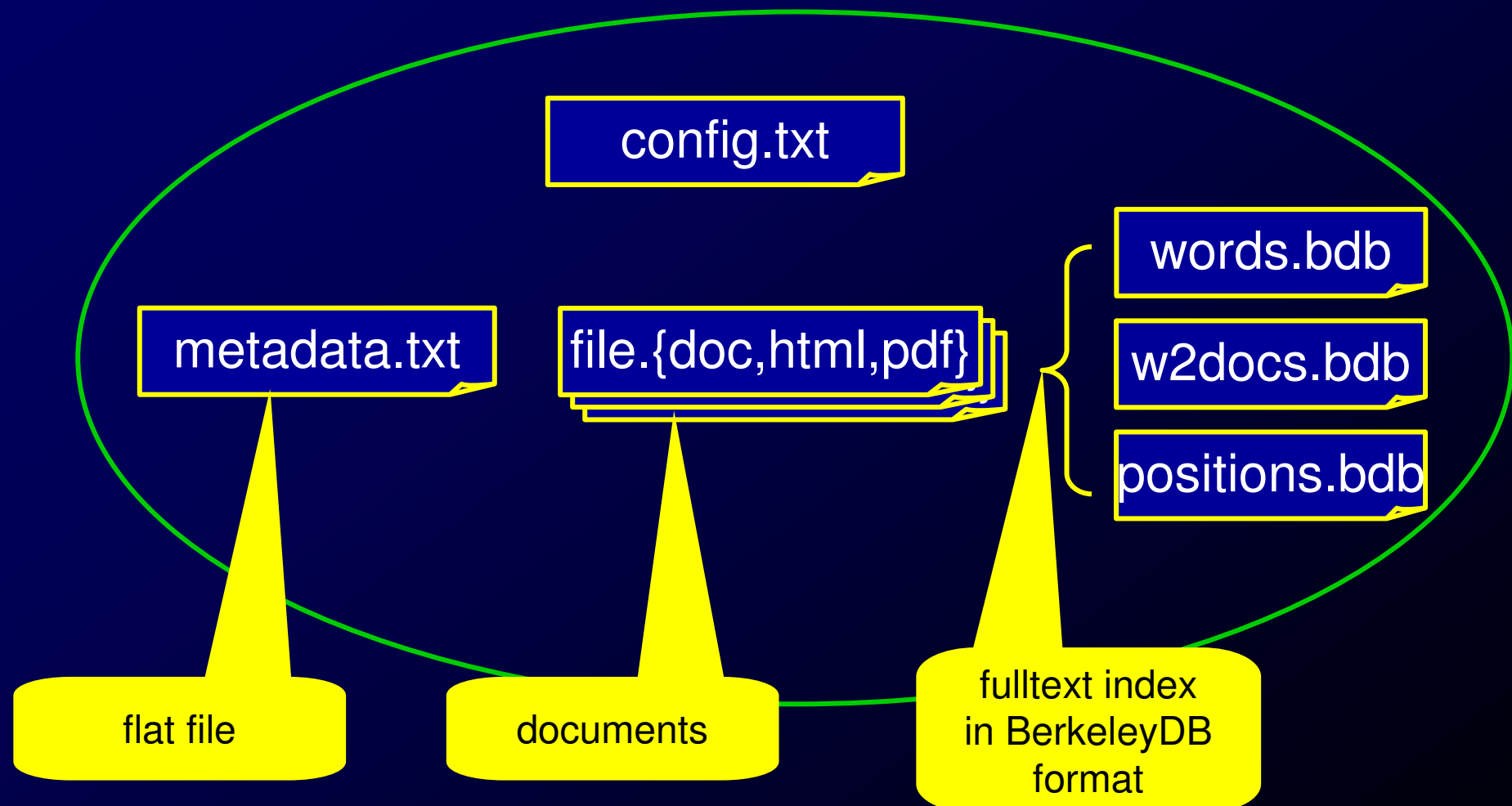
- not well suited for multiple disjoint collections
- approval / workflow not relevant

◆ Database

- many fields : too much structure for easy searches (SQL not well suited)
→ see CPAN SQL::KeywordSearch !

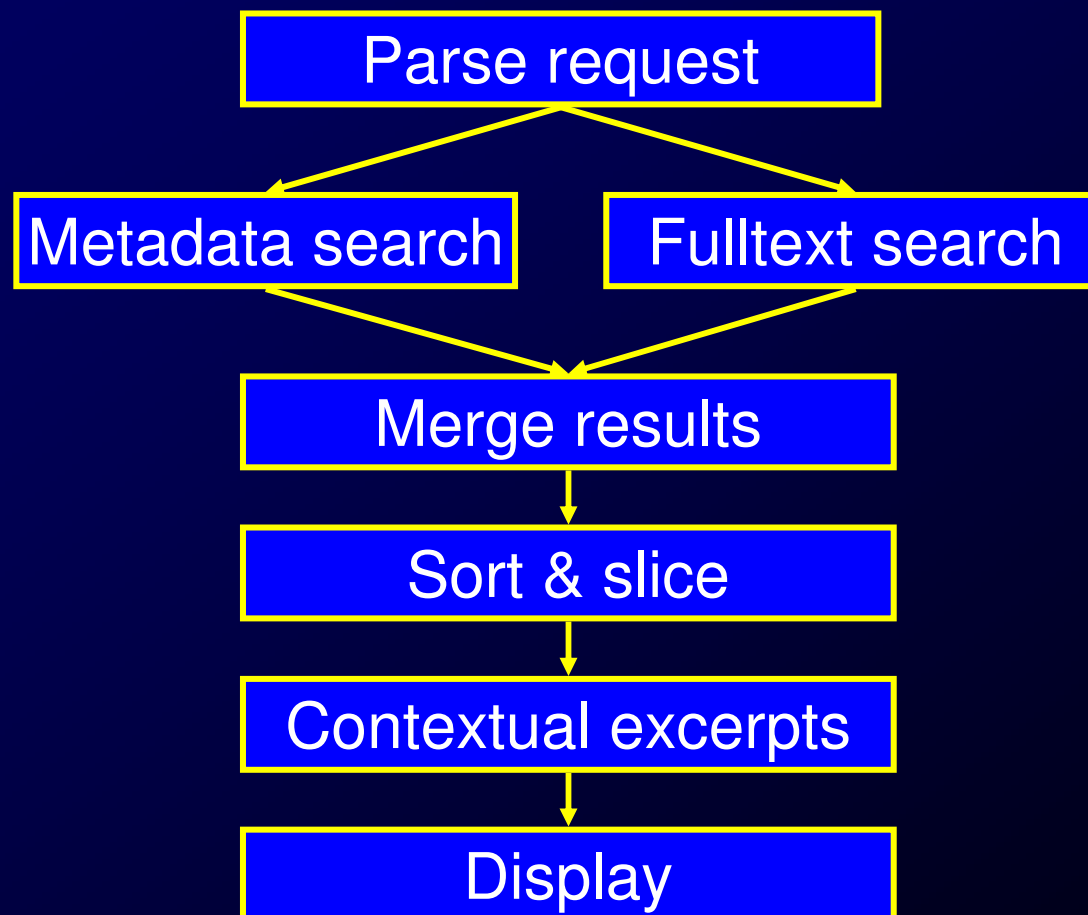


Storage of a collection



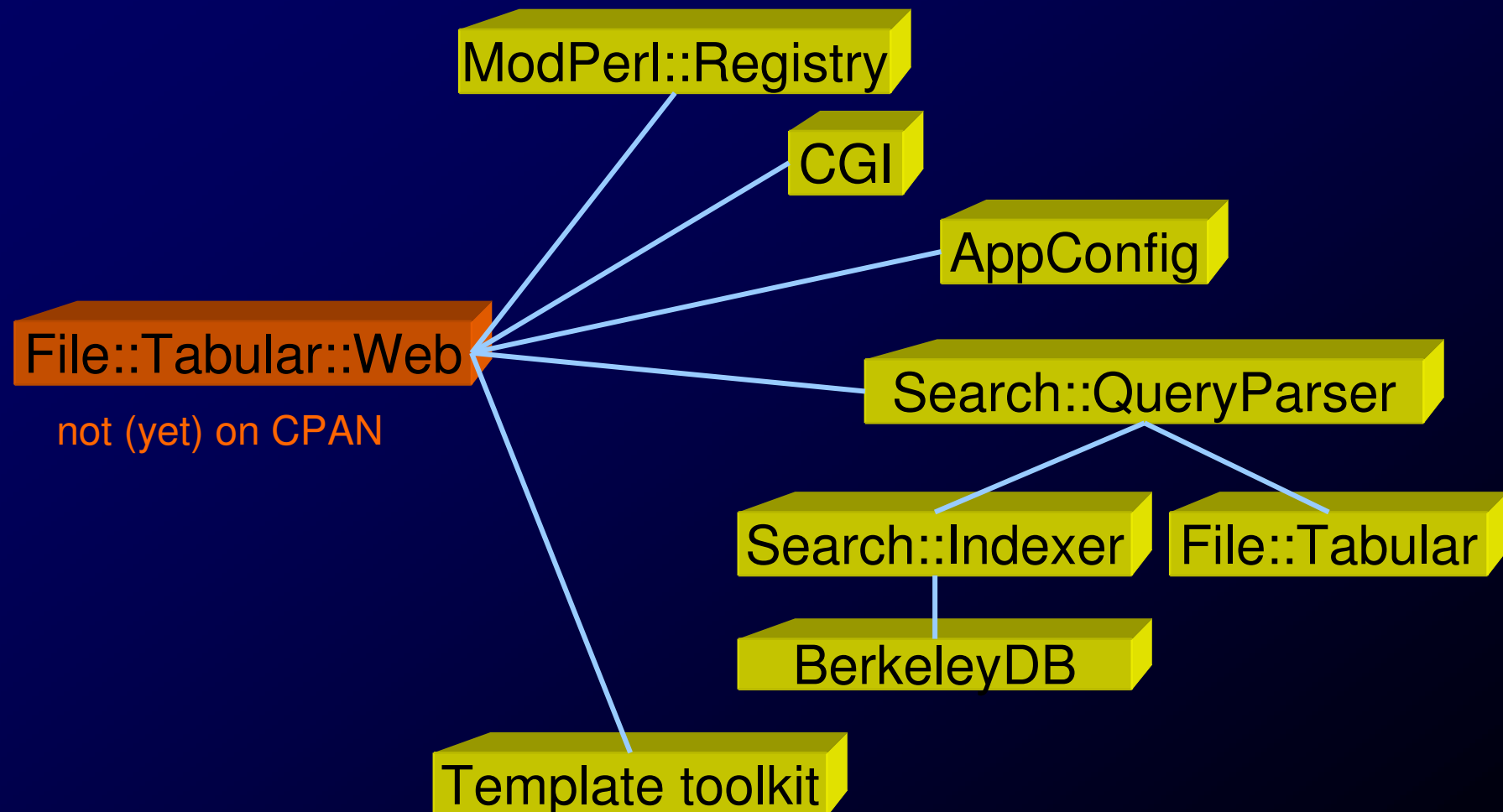


Phases for a search





Main Modules





Some lessons about Perl in the Enterprise



Context : Geneva Justice

- ◆ finished phase 1 (collaborative software, document management)
- ◆ ongoing phase 2 : rewrite the old COBOL application for case management using
 - mod_perl
 - Catalyst
 - DHTML + Ajax
- ◆ smooth transition
 - COBOL and Perl must live side-by-side for several years



Acceptance

◆ strong internal resistance

- bad image : low-tech, hacking, scripting
- Perl5 features not known
 - objects, namespaces, closures, etc.
- not "standard" (i.e. not Java)
- fear not to be able to maintain and industrialize
- cheap means "not serious"

◆ but: Perl productivity wins !



Perl Job Market

- ◆ found more people than expected. But
 - all coming from US / UK
 - used Perl several years ago, now on Java / PHP
 - missing other skills (modeling, communication, project management)
- ◆ apparently not enough "average profiles"
 - few top stars
 - many low-level geeks
 - Perl not taught at school !



Industrialization

- ◆ Release management :
 - granularity mismatch
 - production guys want
 - big tarballs
 - few updates
 - strict release process
 - development guys want
 - small and frequent updates using cpan / cpanplus / minicpan
 - fast release process, short feedback loop



Development

◆ TMTOWTDI

- yet developers need guidance
 - many thanks to Damian Conway !
 - IDE
- CPAN : how to manage proliferation
 - cpanratings not exhaustive/reliable enough
 - which modules were rated by <some_guru> ?
 - inverse dependencies

